214 en 1813. De 1815 à 1825, le nombre des écoles primaires ne s'est guère modifié. L'enseignement a subi un temps d'arrêt nécessité par les circonstances politiques. L'effondrement de l'empire, le besoin de paix, de repos qu'avait la France, le manque d'argent, d'instituteurs, d'écoles normales, les préoccupations politiques, tout cela a fait rejeter la question d'enseignement populaire au second rang. Les évêques et le clergé en avaient l'entière direction.

Les Frères des écoles chrétiennes qui commençaient à se répandre partout ne pouvaient aller que dans les grandes villes ou dans celles qui étaient assez riches pour payer trois hommes en assurant la gratuité de leurs écoles. On manquait d'instituteurs pour les bourgs et pour les villages. Beaucoup de communes n'avaient point d'écoles. C'est alors que le Lyonnais donna naissance à deux congrégations enseignantes d'hommes instituées en vue de la lacune signalée et qui durent d'abord leur développement à la pénurie d'instituteurs dans laquelle on se trouvait partout.

En 1818, à La Valla (Loire), M. l'abbé Champagnat eut l'idée de réunir autour de lui quelques jeunes gens qu'il voulait instruire dans la manière de faire l'école. Il parvint, après bien des épreuves, à fonder l'institut des Petits-Frères de Marie, congrégation modelée sur celle des Frères de La Salle. Ces derniers desservent les écoles gratuites des grandes villes. Ils ont pour lieutenants, dans les petites villes, les Petits-Frères de Marie qui, au gré des localités, dirigent les écoles gratuites ou payantes. Ils dressent des rôles comme les instituteurs laïques pour le recouvrement de la rétribution scolaire et se contentent d'un traitement moindre que leurs aînés, les Frères des écoles chrétiennes. — Mais voici encore un autre inconvénient. Les membres de ces congrégations ne vont jamais moins de trois. Il faut encore des localités d'une certaine impor-